

Victoire du président sortant au Kenya, l'opposition conteste

@rib News, 11/08/2017 - Source Reuters La commission électorale a proclamé vendredi le président sortant, Uhuru Kenyatta (photo), vainqueur de l'élection présidentielle organisée mardi au Kenya avec 54,27% des suffrages exprimés, contre 44,74% au chef de l'opposition, Raila Odinga, qui conteste la validité du scrutin. Peu après l'annonce des résultats officiels définitifs, Uhuru Kenyatta, 55 ans pour un second mandat de cinq ans, a appelé le peuple kényan à l'unité nationale et à la paix pour la période post-électorale.

"Je m'adresse à vous, à tous vos militants", a-t-il dit, dans un discours directement adressé à Raila Odinga. "A tous nos frères, à tous nos dignes concurrents, nous ne sommes pas des ennemis, nous sommes des citoyens de la même République". Des incidents ont éclaté dès la proclamation des résultats. A Kisumu, un bastion de l'opposition dans l'ouest du pays, de jeunes protestataires ont brulé des pneus dans le quartier de Kondele. A Nairobi, dans les bidonvilles de Mathare et Kawangware, la police a tiré des grenades lacrymogènes et effectué des tirs de sommation face à de jeunes manifestants. Avant même la proclamation des résultats définitifs, la coalition de l'opposition avait parlé de fraude mais semblait résignée, rejetant l'idée de contester cette décision en justice. Les membres du camp de Raila Odinga avaient insisté sur le fait qu'ils accepteraient les résultats fondés sur les données chiffrées du scrutin qu'ils trouveraient dans les serveurs de la commission électorale. "Nous avons soulevé certaines inquiétudes, ils n'y ont pas répondu. En tant que membre de la coalition d'opposition, nous ne voulons pas faire partie du processus qu'ils sont en train de mettre en place", a dit à la presse Musalia Mudavadi, un responsable de l'opposition. "UNE FARCE" James Orengo, un proche d'Odinga, a jugé que le processus électoral était une "farce". Il a loué la capacité du peuple kényan à se soulever qu'une élection était volée et dit qu'il y avait des "alternatives constitutionnelles" pour contester les résultats, sans aller jusqu'à appeler à des manifestations. "Pour nous, saisir la justice n'est pas une alternative. Nous l'avons déjà fait", a-t-il dit. "A chaque fois qu'une élection a été volée, les Kényans se sont levés pour s'assurer que des changements allaient être mis en place pour améliorer la situation au Kenya", a-t-il ajouté. Raila Odinga, 72 ans, issu de l'ethnie Luo majoritaire dans l'ouest du pays et qui se sent marginalisé par les Kikuyu de Kenyatta, a déjà été battu lors des élections présidentielles de 2007 et 2013. Il a chaque fois contesté les résultats. En 2007, il avait appelé ses partisans à manifester, provoquant des violences interethniques qui ont fait plus de 1.200 morts. En 2013, il s'était contenté de contester - sans succès - l'issue du vote devant les tribunaux. James Orengo avait auparavant demandé que les candidats à l'élection présidentielle et les observateurs aient accès aux serveurs informatiques de la commission électorale, pour qu'il y ait un audit transparent des données des 41.000 bureaux de vote. Yakub Guliye, membre de la commission électorale chargée des technologies de l'information, a dit n'avoir pas reçu de l'opposition de requête officielle en ce sens. "Il s'agit d'une demande verbale et nous ne traitons pas les demandes verbales. Nous devons recevoir une demande officielle", a-t-il expliqué à la presse. La procédure électorale prévoit que la commission rend publics les résultats du scrutin après avoir comparé le décompte des bulletins avec le décompte électronique des voix.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});